

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Session annuelle
du Conseil d'administration

Rome, 6–10 juin 2011

RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 11 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2011/11-C/1
21 avril 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE ENTRE LE 1ER JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2010 — MADAGASCAR 200065

Aide pour faire face aux catastrophes naturelles récurrentes et à l'insécurité alimentaire saisonnnière

Nombre de bénéficiaires	516 000 (moyenne annuelle)
Durée du projet	2 ans (1 ^{er} juillet 2010–30 juin 2012)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	32 795 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coûts des produits alimentaires pour le PAM	11 918 508
Coût total pour le PAM	24 936 793

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)

RÉSUMÉ

1. À Madagascar, les tempêtes tropicales et les cyclones qui se sont abattus le long de la côte orientale et les sécheresses récurrentes et prolongées, en particulier dans le sud rural, contribuent de manière significative à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Au cours des quatre dernières décennies, le pays a subi plus de 50 catastrophes naturelles. Dans le sud, l'insécurité alimentaire chronique exacerbe le risque que courent les communautés vulnérables de souffrir de malnutrition, et les mécanismes de survie sont exploités au maximum de leur capacité. Selon de récentes études, 720 000 personnes dans la région sont directement touchées par la baisse des revenus, la limitation de l'accès aux emprunts, la raréfaction des avoirs et une mauvaise alimentation. Les cyclones et les inondations aggravent encore la situation déjà précaire des communautés dans le reste du pays, et 300 000 personnes en moyenne sont touchées tous les ans.
2. Dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200065, le PAM et ses partenaires coopérants font face aux besoins urgents des communautés les plus touchées par les catastrophes naturelles. La contribution du PAM au renforcement des capacités et de la résilience des communautés est fondamentale pour assurer la stabilité future. Dans le cadre de l'IPSR, le PAM met préalablement en place des vivres dans les zones sujettes aux catastrophes, ce qui permet d'intervenir rapidement en cas de nécessité. Lorsqu'un cyclone se produit, l'IPSR fournit aux plus vulnérables une assistance alimentaire, complétée par des interventions de redressement rapide faisant appel à la modalité Vivres contre travail (VCT).
3. Les activités VCT sont réalisées pendant la période de soudure, lorsque la sécheresse et l'insécurité alimentaire sont les plus marquées; elles permettent aux ménages d'avoir un niveau de consommation alimentaire acceptable, ce qui réduit le recours à des mécanismes de survie préjudiciables. Ces activités VCT aident les communautés à se doter localement d'avoirs qui augmentent leur capacité de résistance face aux catastrophes d'origine météorologique, notamment grâce à la récupération de l'eau, la remise en état des routes et la création d'infrastructures agricoles telles que canaux d'irrigation, digues et brise-vents.
4. Dans le cadre de l'IPSR, les personnes plus vulnérables et celles qui sont jugées inaptes à participer aux activités VCT bénéficient de distributions générales de vivres. Au total, 200 000 personnes vulnérables bénéficieront à la fois d'activités VCT et de distributions générales de vivres, en fonction des ressources disponibles. Les activités sont mises en œuvre à la faveur d'accords de partenariats conclus avec des organisations non gouvernementales locales et internationales, et sont contrôlées grâce à un système de suivi et d'évaluation axé sur les résultats. L'IPSR est conforme aux Objectifs stratégiques du PAM 1 (Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance), 3 (Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance) et 5 (Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités).
5. La crise sociopolitique qui a démarré en 2009 et entraîné l'interruption de l'aide extérieure au développement octroyée à Madagascar, a eu une incidence considérable sur le niveau du soutien fourni par la communauté internationale. D'importants projets de développement social ont été suspendus dans le sud, ce qui a encore aggravé la vulnérabilité des communautés rurales. Dans la mesure où la situation le permet, l'IPSR s'efforce de renforcer la capacité des partenaires locaux, y compris le Gouvernement, d'élaborer des politiques visant à préserver la sécurité alimentaire et à améliorer la situation en la matière dans le pays. Il est peu probable que la situation s'améliore tant que

Madagascar ne sera pas sorti de l'impasse politique actuelle et que les financements internationaux seront gelés. Les problèmes de sécurité susceptibles de résulter de la situation politique sont suivis de près, et certaines parties du pays sont déjà en phase I du plan de sécurité des Nations Unies. Le PAM se conforme aux normes minimales de sécurité opérationnelle.